

Samedi 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

Manifestons contre toutes les violences sexistes et sexuelles !

Notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants, des guerres et conflits armés. La violence patriarcale s'exerce aussi contre les minorités de genre et sexuelles. Nous clamerons haut et fort notre solidarité à nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque.

Nous réaffirmerons notre sororité à nos sœurs iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté.

Femme, Vie, Liberté, *Jin, Jiyan, Azadî*.

En cette journée nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence machiste, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. À toutes celles que nous avons perdues.

Les chiffres :

- 844 féminicides depuis 2017 et plus de 1000 enfants orphelins.
- 213 000 femmes par an sont victimes de violences dans le couple,
- les enfants en subissant les conséquences.
- Sur le lieu de travail : plus de 20 viols ou tentatives, 20% de femmes victimes de harcèlement sexuel, 25% du total sont des agressions sexuelles.
- 87% de femmes ont déjà été victimes de harcèlement, d'agressions sexuelles ou de viols dans les transports.
- En moyenne, 94 000 viols ou tentatives sont perpétrés par an.

En Touraine,

- 2 féminicides en Indre et Loire depuis le début de l'année.
- 20% des détenus le sont pour violences conjugales.
- 2000 femmes se déclarent victimes de violences conjugales chaque année, soit presque 6 par jours.

Les violences sont partout : dans le couple, au travail, dans l'espace public, à l'école, à l'université, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique... Dans tous les milieux sociaux, #MeToo a permis de les dénoncer, mais tout reste à faire.

Les femmes qui sont les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes racisées, les femmes migrantes, les femmes précarisées, en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.

En 2024, la France accueille les Jeux olympiques. Les réseaux de proxénétisme et de traite des êtres humains sont déjà à pied d'œuvre pour satisfaire l'augmentation de la demande de marchandisation du corps des femmes et des filles.

Les faits :

- Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de traite et de prostitution.
- Une femme sur cinq en situation de handicap a été victime de viol.
- 50% des lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public.
- Les situations de transphobie sont en constante augmentation.

La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes, classées sans suite, l'impunité persiste !

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, la plupart du temps au sein de la famille. Mais leur parole peine toujours à être reconnue. Bien plus, les mères qui cherchent à les protéger de l'inceste subi sont souvent elles-mêmes poursuivies et se voient retirer la garde de leurs enfants.

Ces violences ne sont pas une fatalité !

Nous ne supportons plus les effets d'annonce du gouvernement, non suivies d'actes !
Au travail, les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes, y compris de violences conjugales.

Nous exigeons l'application des lois existantes, un plan d'urgence national, des politiques publiques s'élevant contre la tolérance sociale, promouvant la prévention, la protection et la solidarité vis à vis des victimes et des co-victimes, mettant fin, enfin, à l'impunité des agresseurs !

Le dernier rapport de la Fondation des femmes publié en septembre dernier estime que pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes, il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros. L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte.

C'est ainsi que des associations d'aide aux victimes, qui les soutiennent, les hébergent et leur permettent d'entamer leur reconstruction se retrouvent en grande difficulté. De qui se moque-t-on ?

Nous exigeons l'obtention immédiate de 3 milliards d'euros pour combattre enfin efficacement ces violences !

Nous serons massivement dans la rue le samedi 25 novembre pour faire valoir nos revendications !

À Tours, rendez-vous samedi 25 novembre,
à 14h30 rue Nationale, devant le centre contemporain Olivier Debré (CCOD).
(Stands, flashmob *Un violador en tu camino*)
Puis départ collectif en manifestation à 16h30

